



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité interdépartementale Jura et Saône-et-Loire  
Antenne de Chalon-sur-Saône  
1 rue Georges Feydeau  
CS 20105  
71 321 Chalon-sur-Saône

Le 22 juillet 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **Manufacture française des pneumatiques Michelin**

Zone industrielle de la Fiolle  
BP 46  
71450 Blanzay

Références : FB/MV/2022/C\_130

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/06/2022 dans l'établissement Manufacture française des pneumatiques Michelin implanté Zone industrielle de la Fiolle BP 46 71450 Blanzay. L'inspection a été annoncée le 13/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'Inspection des installations classées portant sur la sous-traitance dans les installations Seveso.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Manufacture française des pneumatiques Michelin
- Zone industrielle de la Fiolle BP 46 71450 Blanzay
- Code AIOT dans GUN : 0005401253
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

La société Manufacture française des pneumatiques Michelin, dont le siège social est situé 23 place des Carmes Dechaux à Clermont-Ferrand, exploite, sur le territoire de la commune de Blanzay, un site spécialisé dans la production de pneumatiques « génie civil » (carrières, chantiers de travaux public et ports) de 100 à 450 kg et des pneumatiques pour la compétition sportive avec des exigences de qualité extrêmement hautes. Le site a également une activité de produits semi-finis dont la production alimente des usines du groupe à l'international.

L'établissement de Blanzky emploie environ 1 000 personnes et fonctionne en 3 x 8h pour la production, du lundi au samedi, sauf l'activité de cuisson également réalisée le dimanche. Il dispose également d'un pôle d'ingénierie et intervient pour le groupe sur le champ de la recherche et développement.

L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée, entre autres, par l'arrêté préfectoral n° DLPE/BENV-2015-309-1, du 5 novembre 2015.

Par ailleurs, le site relève des articles L. 515-32 et L. 515-36 du code de l'environnement concernant les installations dans lesquelles des substances, préparations ou mélanges dangereux sont présents dans des quantités telles qu'ils peuvent être à l'origine d'accidents majeurs (Seveso) et telles qu'ils engendrent des dangers particulièrement importants pour la sécurité et la santé des populations voisines et pour l'environnement (Seveso seuil haut). En effet, l'établissement répond à la règle de dépassement direct seuil haut, définie au I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- sous-traitance et prévention des risques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée n'a pas relevée de non-conformité avec le référentiel réglementaire pris en compte.

L'exploitant dispose d'un système de management environnement et prévention des risques (SMEPR). A l'issue de la précédente inspection du 17/12/2021, il a été demandé à l'exploitant de justifier de la conformité de son système qualité avec les exigences de l'arrêté du 26 mai 2014 relatives au système de gestion de la sécurité. Le jour de la présente inspection, cette justification n'avait pas encore été apportée l'exploitant. Dans ce contexte, l'inspection n'a pas consulté les procédures relatives à l'intervention d'entreprises sous-traitantes sur le site.

L'exploitant apparaît vigilant vis-à-vis de la sensibilisation aux risques et aux mesures de prévention des entreprises sous-traitantes ainsi que sur le suivi des interventions sur site des entreprises extérieures.

Les constats réalisés sont détaillés au travers des fiches de constats disponibles en partie 2-4 (fiches de constats non communicables et/ou non communicables et non consultables au sens de l'instruction du gouvernement du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les ICPE).